

# Document

## Rattrapée par la crise, la France n'échappera pas à la récession en 2009 (13.02)

### **AFP – 13.02.**

L'économie française a subi un violent coup d'arrêt au quatrième trimestre 2008 avec une baisse de 1,2% de son Produit intérieur brut (PIB), qui a conduit le gouvernement à annoncer une récession pour 2009.

La chute au quatrième trimestre est la plus forte depuis 1974 et la crise provoquée par le choc pétrolier. La croissance annuelle est désormais ramenée à +0,7%, après +2,1% en 2007, selon des chiffres provisoires de l'Insee publiés jeudi soir.

Après avoir résisté au troisième trimestre, la France est ainsi rattrapée par la crise économique mondiale, comme la plupart de ses partenaires.

Elle rejoint notamment le Royaume-Uni, dont le PIB a reculé de 1,5% au quatrième trimestre ou l'Espagne (-1,0%).

La France n'est toutefois pas encore techniquement en récession, qui se définit généralement par deux trimestres consécutifs de recul du PIB.

La récession ne fait en revanche aucun doute pour l'année 2009, a reconnu le gouvernement.

Le PIB français va "reculer d'au moins 1,0% en 2009", a-t-on ainsi indiqué jeudi soir dans l'entourage de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, en précisant qu'une nouvelle prévision serait publiée début mars.

Le gouvernement s'attendait jusqu'ici à une hausse de l'activité comprise "entre 0,2% et 0,5%" cette année, mais il n'avait pas caché récemment que cette prévision serait revue en baisse, au vu de la forte dégradation de la situation économique.

"Après avoir été l'un des rares pays européens où l'activité a augmenté au 3e trimestre (+0,1%), la France a donc subi fin 2008, comme ses voisins européens, les effets défavorables de la crise financière qui a éclaté en septembre dernier", a réagi Christine Lagarde dans un communiqué, reconnaissant qu'il s'agissait d'un "mauvais chiffre".

Cette forte baisse de la production au dernier trimestre 2008 s'explique, selon la ministre, par une forte réduction des stocks des entreprises, "signe d'attentisme face à une conjoncture très incertaine", et par "la crise du secteur automobile".

En début de semaine, les chiffres de la production industrielle avaient déjà montré la forte dégradation de la conjoncture, avec un recul de 2,6% en 2008, la plus mauvaise performance depuis la dernière récession française, en 1993.

Mme Lagarde a toutefois voulu rassurer en soulignant qu'une "partie non négligeable de ces facteurs est temporaire" et que la consommation des ménages fait "preuve d'une résistance remarquable (+0,5%)".

Les exportations ont, elles, poursuivi leur descente aux enfers, chutant de 3,7% après avoir résisté au troisième trimestre (+1,0%), alors que le déficit commercial français a atteint un nouveau record en 2008 à près de 56 milliards d'euros.

Pâtissant des difficultés d'accès au crédit, l'investissement des entreprises a également fortement reculé au quatrième trimestre (-1,5% après +0,1%).

Ces chiffres trimestriels "ne signifient pas que la situation va continuer à s'aggraver dans les prochains mois", a toutefois souligné le ministre.

Une analyse partagée par Jean-Christophe Caffet, économiste chez Natixis: "Le fait que les entreprises aient déjà fortement réduit leurs stocks et l'impact attendu des différents plans de relance peuvent laisser espérer une reprise de la production au premier semestre".

La récession attendue cette année devrait en tout cas gonfler les chiffres du chômage: l'assurance chômage pronostique au moins 282.000 chômeurs supplémentaires en 2009, en se fondant sur l'hypothèse d'un recul de -1% du PIB.